



**Contact :**

Monsieur Michel Gagnon, ing.  
Président

**Association  
professionnelle des  
ingénieurs du  
gouvernement du  
Québec (APIGQ)**

Téléphone (418) 683-3633  
Télécopie (418) 683-6878  
<http://www.apigq.qc.ca>  
lepont@apigq.qc.ca

## Communiqué de presse

### Agence des ponts et viaducs : un constat d'échec

**Québec, le 19 octobre 2007.** Près de 54 % des structures sont en mauvais état au Québec soit 4 670 structures sur les 8 691 que compte le parc de structures du Québec. Comme solution, le gouvernement Charest propose de faire de la « structurite » administrative alors que presque tout est en place au ministère des Transports pour qu'il relève ce défi rapidement. C'est un constat d'échec de sa politique de réduction des effectifs et de ses salaires non compétitifs. « Quelle est la valeur ajoutée de cette agence si ce n'est de mettre la table pour une future tarification, de soustraire le pouvoir politique aux critiques du piètre état de nos infrastructures et de diminuer virtuellement la taille de l'État en transférant des fonctionnaires à un organisme extra-budgétaire ? » de questionner le président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ), l'ingénieur Michel Gagnon.

De longues négociations et réunions sont à venir entre les mandarins du Gouvernement. Scission des missions, division d'enveloppes budgétaires, répartition des ressources humaines et matérielles, organigramme à combler, modalités administratives à définir, rédaction d'un projet de loi et de projets de règlements et bien sûr, constitution d'un conseil d'administration « apolitique » et à l'abri de conflit d'intérêts. « Sur ce dernier point, c'est tout un défi que se lance le gouvernement Charest, à moins que ce ne soit pas là son intention » de mentionner le président de l'APIGQ.

#### **Une Agence pour les structures et non pour « l'asphalte » !**

Outre que plus d'une structure sur deux soit en mauvais état, il ne faut pas oublier que près de 40 % de nos routes le sont également. Pourtant la solution « Agence » préconisée par le Gouvernement n'est pas assez bonne pour être étendue à l'asphalte? « Les conclusions de l'analyse politique de la création de l'Agence convergent probablement vers l'hypothèse, comme sous le temps de Duplessis, qu'il est encore rentable politiquement de garder la main mise sur la pose de l'asphalte au Québec » de faire état le président de l'Association.

#### **La création d'une Agence, payante pour certains**

Il est vrai que la création d'une Agence peut être intéressante pour nos membres. Prenons l'exemple de l'Agence des partenariats public-privé. Dès la création de cette agence, le salaire de son président, M. Pierre Lefebvre, a été porté de 155 000 \$ à 215 000 \$. Il en va de même des chargés de projets de cette agence, dont les salaires sont passés de 65 000 \$ à plus de 100 000 \$. « Cet exemple crée beaucoup d'attentes chez nos membres et probablement chez plusieurs cadres et hauts fonctionnaires du Gouvernement », poursuit le président de l'APIGQ.

Plusieurs d'entre eux, n'étant plus sous le joug de la politique salariale du gouvernement Charest, espèrent être rémunérés à leur juste valeur, selon un salaire comparable à celui versé par l'Agence des PPP. Peut-être seront-ils aussi assez nombreux pour relever les défis qui les attendent?

#### **Pour publication immédiate**

**Le 19 octobre 2007**

Et pourtant, tout était déjà en place pour qu'ils relèvent ces défis rapidement. Compétence et expertise étaient au rendez-vous. Sentiment d'appartenance envers le ministère des Transports et fierté de servir la population étaient aussi au rendez-vous.

En fait, il ne manquait qu'une rémunération à la hauteur de leur compétence, les ressources humaines en nombre suffisant et les budgets à la hauteur des travaux à réaliser. « Malgré tout, si c'est bien ce qu'apporte la future agence, nous en serons » de conclure le président de l'APIGQ.

L'APIGQ est le syndicat qui représente tous les ingénieurs œuvrant dans la fonction publique québécoise. Il compte 1150 membres dont la majorité travaille au MTQ, au MDDEP et à la CSST.